LES RROMS (SE) MANIFESTENT

Aujourd'hui comme en juillet 2004, les Rroms de Roumanie, de Bulgarie, de Hongrie... ont décidé de manifester, malgré la peur dans laquelle ils vivent au quotidien. Après des actions-occupations en octobre dernier en direction de bureaux de l'ANAEM (ex Office des Migrations Internationales) de la région parisienne, après une manifestation à Saint Denis... ils sont de nouveaux dans la rue pour exprimer leurs colères.

Ils sont devenus de la chair à expulsion pour le gouvernement français. A plusieurs reprises, Brice Hortefeux a déclaré que l'entrée de ces pays dans l'Union européenne compliquait la réalisation de ses objectifs d'expulsions, chiffrés à 25 000 par an.

En effet en 2006 ces populations ont représenté 25% des expulsés, 6.000 d'entre eux. Ce chiffre n'a pu être atteint que parce que certains ONT ETE EXPULSES A PLUSIEURS REPRISES et sont revenus, comme ils en ont le droit depuis l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union Européenne.

Même ressortissants de l'Union européenne, l'Etat français les empêche de travailler légalement en France en rendant quasi impossible l'obtention d'autorisations de travail Condamnés alors à la pauvreté, ils se retrouvent dans des bidonvilles sans accès aux minimums vitaux (eau, électricité, sanitaires...) d'où l'on continue à vouloir les expulser sans arrêt, justement en tant que pauvres ou dépendant du système social.

Depuis cet été, on assiste à une accélération d'expulsions collectives et expéditives par bus, le 26 septembre à Bondy, le 10 octobre à Saint-Denis, le 17 octobre à Bessancourt, le 24 à Bagnolet... A chaque fois l'Etat, via les forces de police et l'ANAEM, orchestre des pseudos « Retours humanitaires et volontaires » : propositions à accepter sous la pression, menace en cas de refus d'être envoyé en prison, obligation de quitter le territoire remise lors de l'intervention policière sans possibilité d'exercer le recours suspensif prévu par la loi, absence dans la majorité des cas de traducteurs...

MANIFESTATION SAMEDI 1^{er} DECEMBRE

14 h Place Denfert Rochereau M°Denfert Rochereau

Les Roumains et les Bulgares sont les banlieusards de l'Europe.

L'élargissement de l'Europe, avec l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie le 1^{er} janvier 2007, a marqué une nouvelle étape. Ce dernier mouvement d'extension, présenté par toute l'élite proeuropéenne comme un progrès autant inéluctable que souhaité, n'est pourtant accueilli par ces mêmes élites qu'avec menaces et restrictions envers nos nouveaux compatriotes européens.

L'attitude du gouvernement français entérine une Europe à plusieurs zones. La première avec tous les droits de circulation, d'installation et de travail : Les 15 anciens (Autriche, Danemark, Royaume-Uni, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Portugal, Suède), plus Chypre et Malte. La seconde, les 8 nouveaux de 2004 toujours soumis à la carte de séjour pour pouvoir travailler (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie et Slovénie). Une troisième zone a été créée artificiellement. La Roumanie et la Bulgarie sont soumises aux mêmes lois que les huit nouveaux de 2004 mais l'acharnement dont font l'objet leurs ressortissants les place de fait dans cette troisième zone.

Des banlieues de l'Europe à la banlieue parisienne, les comités de soutien du 93 (Bagnolet, Montreuil, Saint-Denis, Saint-Ouen...) n'admettent pas qu'il y ait en France des habitants de seconde zone et nous continuerons à nous battre contre ces inégalités.

Non aux rafles et aux expulsions de terrain Non aux expulsions hors de France Non aux expulsions intracommunautaires Des papiers pour tous les sans-papiers

Les soutiens de Saint Denis, Saint-Ouen, Bagnolet, Montreuil, du Val d'Oise... rom93@no-loq.orq